Conférence internationale sur les pratiques et professions du développement des communautés et des territoires

Quel avenir pour les communautés et l'action collective ?

Description de l'événement • Programme de la conférence • Tarifs de la conférence • Notices biographiques des conférenciers

CRCOC
Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire

CRCOC
Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire

Conférence internationale sur les pratiques et professions du développement des communautés et des territoires

QUEL AVENIR POUR LES COMMUNAUTÉS ET L'ACTION COLLECTIVE ?

Conférence internationale sur les pratiques et professions du développement des communautés et des territoires

Organisée conjointement avec le Collectif des partenaires pour le développement des communautés (CPDC)

14 et 15 décembre 2017

Centre Saint-Pierre, 1212 rue Panet, Montréal

Table des matières

Description de l'événement p. 3
Programme p. 5
Tarifs de la Conférence p. 11
Notices biographiques des conférenciers p. 12

Description de l'événement

Les quartiers, les villages, les villes et les MRC sont autant de communautés territoriales confrontées à des défis sans précédents dans un monde en mutation. La conférence porte sur l'émergence de modes innovants d'organisation collective qui s'appuient sur des principes de coopération, de solidarité et de participation. Dans l'attente d'un changement de modèle de développement à l'échelle planétaire et pour faire en sorte qu'il advienne, des approches plus modestes et complémentaires se sont développées pour permettre aux communautés locales de se saisir d'opportunités et d'agir concrètement. Les échelons de gouvernance locale sont d'ailleurs de plus en plus sollicités pour élaborer des stratégies adaptées aux nouveaux enjeux sociaux, économiques, environnementaux et culturels. La recherche d'une nouvelle articulation de ces enjeux et l'élaboration de formules de démocratisation du développement sont des questions majeures au cœur de cette conférence. Les pratiques professionnelles doivent relever le défi de soutenir cette démocratisation en termes de capacité politique à organiser des négociations entre les acteurs et avec les collectivités, à favoriser des coopérations de différentes natures susceptibles de coconstruire des réponses viables et vivables face aux défis collectifs prioritaires, et à produire des innovations institutionnelles.

Le développement des communautés et des territoires (DCT) renvoie à des processus de coordination structurés auxquels contribue un ensemble d'acteurs (citoyens, organismes communautaires, associations, entreprises d'économie sociale, institutions, élu.e.s, entreprises du secteur privé, etc.) ayant des logiques et des intérêts différents, dans une forme de négociation visant à préciser des objectifs communs et à en favoriser l'aboutissement par des moyens convenus entre eux. Ce sont ces pratiques expérimentées au Québec, en France, au Pérou et au Sénégal que la Conférence propose de partager.

Comment les initiatives de développement des communautés et des territoires peuvent-elles contribuer à la poursuite de l'intérêt général et du bien commun ? À travers quels mécanismes la délibération collective est-elle possible? Comment favoriser une synergie entre les procédures programmées (descendantes) et les initiatives et processus venant du milieu (ascendantes), composer avec des paradoxes et gérer des processus dynamiques et complexes capables de générer de nouvelles alliances au service du développement des communautés et des territoires selon une perspective intégrée ?

Le partenariat entre l'État et la société civile est en mutation, les politiques publiques se transforment et affectent l'action collective et le rôle de certains acteurs, notamment des milieux municipaux et philanthropiques, évolue. Les conditions d'un meilleur arrimage entre les politiques publiques, la philanthropie et les pratiques de DCT sont encore à préciser et la conférence entend y contribuer. Les professionnel.le.s de l'intervention collective qui soutiennent les processus de DCT, ont vu leur nombre se multiplier au cours des dernières années. Au Québec seulement, on estime qu'ils sont plus de 2 000. Sous l'égide de

la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC) et en partenariat avec le Collectif des partenaires en développement des communautés (CPDC), la conférence internationale explorera et analysera des pratiques d'action et d'intervention collectives qui visent le développement intégré des communautés territoriales à l'heure de la municipalisation du développement.

Reconnaissant l'interdisciplinarité et l'intersectorialité comme perspectives utiles pour mieux appréhender les complexités du DCT, la conférence capitalise sur les expertises des participants de même que sur les collaborations et productions de recherches reconnues. Elle additionne des ancrages universitaires (chaire de recherche, centre affilié universitaire, observatoire et laboratoire) et des organisations nationales d'acteurs du développement collectif. Malgré la diversité des pratiques et des acteurs, il s'agit d'identifier les principaux marqueurs des dynamiques collectives et des pratiques professionnelles qui les soutiennent. Quelles convergences et quelles particularités s'en dégagent ? Comment ces initiatives et ces pratiques interpellent-elles l'action publique, l'intervention institutionnelle mais aussi l'action citoyenne ? La conférence vise à permettre de mieux comprendre les pratiques de DCT, à mettre en valeur les nouvelles pratiques professionnelles qu'elles induisent, et à dégager des perspectives en matière de formation professionnelle et de recherche partenariale.

Programme

Jeudi 14 décembre 2017

9h00 Mot de bienvenue – **Denis Bourque**, professeur à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire
Intervention de **M. Denis Harrisson**, recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)
Intervention de **M. Richard Lehoux**, président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM)

*Facilitation de la Conférence - **Sonia Racine**, Communagir*
Toutes les présentations seront suivies d'une période de questions et d'échange.

9h30 **Société civile et action publique : conditions d'impact sur la transformation sociale et celle des territoires**
Conférence d'ouverture
Jean-Louis Laville, sociologue et professeur du Conservatoire national des arts et métiers, Paris, France

10h30 Pause

10h45 **Regards internationaux sur le développement des territoires**
Table ronde
La mondialisation et les impasses du modèle de développement axé sur la croissance économique affectent les territoires d'appartenance – territoires vécus, communautés, collectivités – ainsi que les pays au Nord et au Sud, favorisant les uns et défavorisant les autres. Les dernières décennies ont vu se développer des modèles d'innovation sociale reposant sur les initiatives des territoires locaux et ayant à composer avec des États plus ou moins ouvert à la coconstruction d'alternatives. Les politiques publiques, les associations, les dispositifs d'action locale, la culture et les traditions de coopération des communautés sont autant de facteurs qui conditionnent les processus de développement des territoires. Comment se présente la situation dans divers contextes nationaux?
Deena White, Université de Montréal
Ada Bazan, Quartiers du Monde (Pérou)
Cyprien Avenel, Institut d'études politiques de Paris (France)
Sambou Ndiaye, Université Gaston-Berger, Saint-Louis (Sénégal)

12h30 Pause lunch

13h30 **Action et intervention collectives au Québec : état des lieux**

Table ronde

Au Québec, l'histoire du développement collectif est marquée par diverses transformations sociales et politiques à la faveur desquelles s'était façonnée une configuration partenariale présentée comme « le modèle québécois ». Ce modèle a favorisé la participation de la société civile à l'élaboration de politiques publiques et le déploiement de mesures progressistes qui ont amélioré les conditions de vie et permis la prise en main collective du développement des territoires. Les récentes transformations imposées par l'État marquent une rupture avec ce modèle de dialogue social et réduisent les possibilités de partenariat pour innover. Cette situation affecte les acteurs collectifs. Comment les communautés et territoires réussissent-ils à s'organiser dans ce contexte ? Quelles contraintes la centralisation du réseau de la santé et des services sociaux impose-t-elle aux systèmes locaux d'action concertée ? Quelles possibilités s'ouvrent avec la municipalisation du développement et la reconnaissance des municipalités et des MRC comme gouvernements de proximité ?

Ève-Isabelle Chevrier, Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC)

Stéphanie-Fatou Courcy-Legros, Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CISSS et CIUSSS (RQIIAC)

Jacques Demers, Fédération québécoise des municipalités (FQM)

René Lachapelle, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC)

15h15 Pause

15h30 **L'action collective en développement des communautés et territoires**

Ateliers simultanés

Les communautés territoriales sont aux prises avec les impacts démographiques du vieillissement de la population et de la migration vers les villes, l'élargissement des inégalités sociales, le vivre ensemble en contexte de diversité culturelle et dans les rapports avec les communautés autochtones. Elles sont aussi placées devant le défi de la transition vers une économie sans carbone. Les systèmes locaux d'action concertée qui leur permettaient de participer à une réponse collective à ces enjeux, ont été ébranlés par l'austérité et la réduction du soutien aux structures institutionnelles de participation citoyenne. Les capacités locales d'action de la société civile ont été affaiblies. Cette situation oblige les acteurs à revoir leurs modèles. Les municipalités comme gouvernements de proximité ont la possibilité de déterminer quelles structures locales et régionales de développement elles souhaitent soutenir. À quelles conditions et comment les communautés et les territoires peuvent-ils restaurer leur capacité d'établir un rapport de forces pour rendre possible l'innovation sociale et sa reconnaissance par l'État?

Atelier 1 – L'action collective en milieu urbain

La mobilisation des communautés pour des villes en transition : le rôle des citoyens en matière de protection de l'environnement et de transition énergétique.
André-Anne Parent, Université de Montréal et **Blake Poland**, Université de Toronto
Les tables de quartier de Montréal, un espace structuré pour l'action collective: enjeux et perspectives.
Yves Bellavance, Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)

Atelier 2 – Participation citoyenne et développement social

La revitalisation urbaine intégrée à Gatineau et la participation citoyenne.
Dominic Foisy, Université du Québec en Outaouais
La place de la participation citoyenne dans les instances de développement régional dans toutes ses dimensions dont le développement social
Chantal Lalonde, Réseau québécois de développement social (RQDS)

Atelier 3 – Territoire et développement des communautés

Argentine, France, Québec: enjeux des communautés et de l'action collective.
Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke
Les engagements d'un CISSS dans le développement des communautés.
Daniel Corbeil et **Michel Hébert**, Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

17h00 Fin des ateliers

17h15 Lancement du livre codirigé par **Cyprien Avenel** et **Denis Bourque** (2017), *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Éditions Champ social, et d'un numéro thématique de la revue Les Politiques Sociales intitulé *Politiques, pratiques et métiers du développement collectif territorial.*

Vendredi 15 décembre 2017

9h00 **Regards d'acteurs institutionnels et philanthropiques sur le développement des communautés territoriales**

L'évolution du rôle de l'État québécois depuis les années 2000 fragilise les institutions qui soutiennent l'action collective. La réorganisation des instances territoriales offre un réel espace pour une relance de l'action collective en faveur du développement. Les politiques publiques et les programmes des fondations philanthropiques ont connu, au Canada et au Québec, des transformations majeures avec lesquelles les partenaires doivent composer. Le statut de gouvernement de proximité reconnu aux municipalités et aux MRC par Québec en 2015 place les personnes élues devant l'écart entre leurs ressources et la complexité des problèmes pour lesquels on les sollicite. L'élaboration par les acteurs locaux de stratégies de développement adaptées aux nouveaux enjeux repose sur leur capacité à coconstruire des réponses aux enjeux collectifs et à institutionnaliser ces innovations. Quelle part la philanthropie est-elle en mesure d'assumer en soutien aux démarches locales et face à la responsabilité de l'État ? De quels contrepouvoirs peut-on espérer l'émergence pour rétablir des espaces de coconstruction ?

Atelier 4 – Le renouvellement de la philanthropie et les réalités sociales des territoires

La nouvelle philanthropie dans le développement des services aux personnes : apports et controverses.
Lucie Dumais, Université du Québec à Montréal
La Fondation Lucie et André Chagnon revoit ses orientations : perspectives dans un paysage où l'État québécois se désengage.
Rafik Boualam, Fondation Lucie et André Chagnon

Atelier 5 – Le nouveau paysage du réseau de la santé et des services sociaux

Centralisation et austérité : quelle place pour une approche populationnelle et la justice sociale?
Christian Jetté, Université de Montréal
Recomposer le lien au territoire et permettre à la population d'influencer le CIUSSS.
Yvan Tremblay, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Atelier 6 – L'habitation comme enjeu collectif : les choix politiques au Québec

La privatisation des ressources d'hébergement pour les aînés: regards sur la transformation du rôle de l'État et du tiers secteur.
François Aubry, Université du Québec en Outaouais
Les politiques de logement, les municipalités et le soutien communautaire.
Jacques Laliberté, Regroupement des offices d'habitation du Québec (ROHQ)

10h30 Pause

10h45 **Les professions de l'intervention collective : perspectives de recherche et de terrain.**
Ateliers simultanés
Les deux dernières décennies ont favorisé la multiplication des professions de l'intervention collective. Aux organisateurs communautaires du réseau de la santé et des services sociaux et des organismes communautaires, se sont ajoutés des agents de développement rural et des intervenants collectifs à l'emploi des municipalités et des programmes issus de la philanthropie. Nos recherches ont permis de décrire à la fois un tronc commun et des rôles et fonctions spécifiques de ces professions ; elles ont aussi démontré leur féminisation. La nouvelle conjoncture oblige les intervenants collectifs à réviser leurs repères professionnels et à explorer des avenues de pérennisation de leurs pratiques. Les transformations des politiques publiques québécoises relatives à la gouvernance des territoires en 2015, notamment la reconnaissance d'un statut de gouvernement de proximité aux municipalités et aux MRC, et la création des CISSS/CIUSSS, constituent un moment révélateur des occasions et contraintes avec lesquelles les pratiques de développement des communautés doivent composer. La possibilité de réaliser des transformations institutionnelles au profit des communautés et territoires passe nécessairement par la création d'espaces de débats et l'établissement de rapports de négociation entre les acteurs des collectivités locales et les instances gouvernementales. Cependant les orientations des gouvernements en place, aussi bien au Québec qu'ailleurs, font en sorte que l'espace pour de tels débats et négociations s'est rétréci. Dans ces conditions, quelles sont les perspectives professionnelles pour les praticiennes et praticiens de l'intervention collective ?

Atelier 7 – Perspectives comparées sur l'intervention collective

Reconfiguration de l'État social à travers les pratiques d'organisation (Québec) et d'intervention communautaire (Catalogne).
Jean-Baptiste Leclerc, Centre affilié universitaire Jeanne-Mance (CAUJM), **Martha Llobet Estani**, Université de Barcelone et **François Soucisse**, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Le développement des compétences en intervention collective.
Claude Champagne, Centre Saint-Pierre

Atelier 8 – L'évolution des pratiques d'intervention collective

Étude longitudinale sur l'intervention collective au Québec.
Yvan Comeau, Université Laval, Denis Bourque, Université du Québec en Outaouais et Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire et René Lachapelle, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire.
Le cadre de collaboration entre le CIUSSS et la Ville de Sherbrooke pour le soutien au développement des communautés.
Donald Massicotte, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke et **Jean-Yves La Rougery**, Ville de Sherbrooke.

Atelier 9 – Coconstruction et intervention collective

Développement social d'intérêt collectif (DESIC) et intervention collective en France.
Marcel Jaeger, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
L'approche de coconstruction comme vecteur de transformation collective.
Geneviève Giasson, Communagir

12h15 Pause lunch

13h15 **Participation citoyenne et développement : quels enjeux?**
Table ronde
On parle souvent de participation dans les champs de pratique relatifs à la santé et aux services sociaux ainsi que dans les filières liées au développement des territoires. Elle est vue comme une dimension incontournable des stratégies de développement global dans les processus autant que dans les finalités. Elle semble un passage obligé pour que les milieux puissent prendre en charge le développement de leur communauté, avec comme conséquence positive d'améliorer la santé et le bien-être de la population. Le modèle québécois de développement, qui s'est construit depuis les années 1980, renvoie à diverses interventions qui s'appuient sur le choix institutionnel de privilégier un partenariat entre l'État et différentes instances de la société civile. Les récentes transformations affectent de façon sérieuse deux facettes de ce modèle : la reconnaissance de la société civile comme partenaire et le rôle de l'État comme accompagnateur de cette participation. Comment se réalisent les formes de participation dans un modèle qui s'éloigne du partenariat et dont les dispositifs institutionnels ne font plus de place à la participation ? Quelles sont les opportunités qui puissent inspirer un partenariat renouvelé entre l'État québécois et la société civile considérant les enjeux « glocaux » qui teintent le développement des communautés et des territoires ?
Marion Carrel, Université de Lille 3
Sébastien Savard, Université d'Ottawa
Jean-Yves Desgagnés, Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis

14h30 **Y a-t-il un avenir pour le modèle québécois en développement des communautés et des territoires?**
Conférence
Juan-Luis Klein, directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
Discutants
Cyprien Avenel, Institut d'études politiques de Paris (France)
Ada Bazan, Quartiers du Monde (Pérou)
Sambou Ndiaye, Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal)

15h20 Clôture de la conférence – **Denis Bourque**, professeur à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire

15h30 Fin de la rencontre

4@7 Activité de réseautage

Tarifs de la Conférence

Date limite d'inscription : 15 novembre 2017

Provenance/statut des participants	Pour 2 jours (dîners inclus)		Pour 1 jour (dîner inclus)	
	Avant 1er octobre	Après 1er octobre	Avant 1er octobre	Après 1er octobre
Institution Organisme philanthropique Municipalité, MRC	175$	200$	100$	125$
Organisme communautaire Étudiant Retraité	125$	150$	75$	100$

Pour vous inscrire :
http://w4.uqo.ca/crcoc/
lepointdevente.com/billets/cro171214001

Notices biographiques des conférenciers

François Aubry

François Aubry est professeur au département de travail social à l'Université du Québec en Outaouais et chercheur au centre de recherche de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal (CRIUGM). Ses objets de recherche portent sur les problématiques sociales et organisationnelles subies par les préposés aux bénéficiaires, ainsi que les conséquences de la privatisation des ressources d'hébergement destinées aux aînés.

Cyprien Avenel est sociologue, enseignant à Sciences Po Paris et chercheur associé à l'École urbaine de cet établissement. Il est auteur de nombreux articles sur le travail social, les politiques sociales et sur la thématique des territoires, de la cohésion sociale et de la décentralisation, la jeunesse et la Politique de la Ville. Il a notamment publié Précarité et insécurité sociale à La documentation Française, 2007, Sociologie des « quartiers sensibles », chez Armand Colin, 2010 (3e édition), et il est l'auteur d'un rapport remis à la Ministre des affaires sociales et de la santé, Développement social et travail social collectif, La documentation Française, 2015.

Cyprien Avenel

Ada Bazan

Ada Bazan est experte et praticienne du développement local intégré. Elle intervient, depuis plus de 25 ans, dans le domaine du développement social, en y intégrant la perspective de genre, en Afrique (Burkina-Faso, Madagascar, Maroc, Mali et Sénégal), en Amérique Latine (Bolivie, Colombie et Brésil) ainsi qu'en Europe (Espagne, France et Belgique). Elle recueille et analyse les différentes stratégies et méthodologies des acteurs du développement : les collectivités territoriales, les organisations sociales, les institutions. Ces diversités d'expérience, de régions et de problématiques particulières sont devenues un espace de réflexion, d'expérimentation et d'apprentissage. Ada Bazan est coordonnatrice de l'Association de Solidarité internationale Quartiers du Monde (www.quartiersdumonde.org).

Yves Bellavance

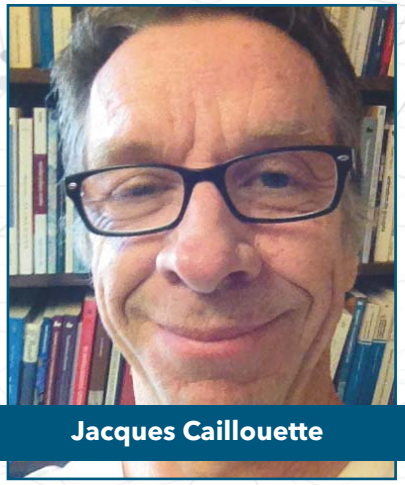
Yves Bellavance est coordonnateur de la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), organisme qui regroupe 30 tables de concertation en développement social à Montréal. Il est diplômé en histoire et en études cinématographiques. Il a été journaliste dans un hebdomadaire de quartier couvrant la politique et la vie culturelle montréalaises et il a travaillé au sein de divers mouvements sociaux montréalais. Il est co-auteur de Portrait d'une ville: Saint-Henri 1875-1905 et il a participé à l'ouvrage collectif Rêver Montréal : 101 idées pour relancer la métropole, sous la direction de François Cardinal.

Rafik Boualam est détenteur d'une maîtrise en travail social et a été organisateur communautaire au CLSC de Pierrefonds dans la région de Montréal pendant 13 ans. Depuis 2007, il occupe la fonction de conseiller sénior en mobilisation et contenu social à la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC), une organisation philanthropique qui a une mission de prévention de la pauvreté par la réussite éducative dans une perspective d'égalisation des chances. Son rôle est de conseiller la Fondation sur les stratégies de liaison et de collaboration avec les milieux et les réseaux.

Rafik Boualam

Denis Bourque

Denis Bourque, Ph.D. en service social, est professeur titulaire au Département de travail social (DTS) à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC). Il a été organisateur communautaire au CLSC Seigneurie-de-Beauharnois de 1975 à 1990 et coordonnateur des services à la communauté au CLSC Jean-Olivier-Chénier de 1990 à 2002. Ses travaux de recherches et publications concernent l'organisation communautaire, le développement des communautés et le partenariat entre organismes communautaires et établissements publics.



Jacques Caillouette

Jacques Caillouette est professeur titulaire à l'École de travail social de l'Université de Sherbrooke. Outre ses enseignements sur l'organisation communautaire et les mouvements sociaux, ses travaux de recherche portent sur la méthodologie de la recherche partenariale, le développement des communautés, l'interculturalité et la construction politique et inclusive des territoires. Chercheur au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), il participe aux travaux de l'axe Politiques et pratiques sociales.

Marion Carrel, Maître de conférences de l'Université Lille 3, a été responsable du Master 2 professionnel « Stratégies de développement social » au département Sociologie et développement social entre 2008 et 2014. Elle est chercheure au Centre de recherche « Individus, Épreuves, Sociétés » (CERIES) et chercheure affiliée à l'Institut Marcel Mauss (CEMS-EHESS). Ses domaines de recherche sont le développement social, la participation, la délibération, l'empowerment et la pauvreté et la citoyenneté.

Marion Carrel

Claude Champagne

Claude Champagne est formateur et animateur social depuis 31 ans au Centre St-Pierre (CSP), un centre d'éducation populaire, de formation continue et d'intervention sociale. La participation citoyenne, le dialogue social et interculturel, le développement social local global et la démocratisation des médias font partie de ses champs d'intérêt. Des centaines d'organisations du Québec bénéficient des services de formation et d'accompagnement du CSP depuis près de 45 ans. Lieu de débat public et de rencontres, le CSP est un acteur social qui se situe en étroite relation avec tout un réseau d'acteurs, soucieux d'inclusion et de justice sociale : organismes communautaires, syndicats, entreprises d'économie sociale, regroupements, concertations locales et régionales, municipalités, institutions de santé et d'éducation.

Ève-Isabelle Chevrier

Ève-Isabelle Chevrier œuvre dans le domaine de la concertation, de l'action communautaire et du développement local depuis plus de 10 ans. Elle a occupé plusieurs postes de direction au sein de différentes communautés. Elle assure maintenant la direction générale de la Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC), qui a pour mission de soutenir les 62 CDC du Québec, qui compte plus de 2500 organismes communautaires à travers ses membres. Elle détient une formation collégiale en travail social, un baccalauréat en communication et relations humaines de l'UQAM ainsi qu'un diplôme d'études supérieures spécialisées en administration publique.

Yvan Comeau a été professeur titulaire à l'Université Laval jusqu'à sa retraite en 2016. Dans le domaine de l'intervention collective, il a publié plusieurs articles et ouvrages dont *Intervention collective, mobilisation locale et hébergement des aînés* (2015), *L'intervention collective en environnement* (2010), *L'organisation communautaire en mutation* (2008) et *L'organisation communautaire, fondements, approches et champs de pratique* (2007).

Yvan Comeau

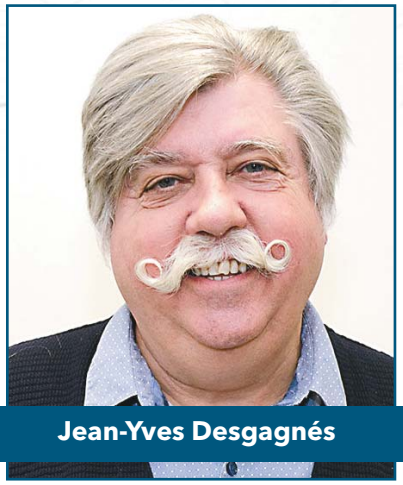
Daniel Corbeil

Daniel Corbeil est titulaire d'un baccalauréat en sciences infirmières et d'une maîtrise en administration des services de santé. Il cumule 38 années d'expérience dans le réseau de la santé, dont 26 ans dans des postes de gestion. Il a notamment été directeur général adjoint du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Laval de 2007 à 2011, directeur général du CSSS Lucille-Teasdale, de 2011 à avril 2015 et président-directeur général adjoint du Centre intégré de santé et services sociaux (CISSS) des Laurentides d'avril 2015 à ce jour.

Stéphanie-Fatou Courcy-Legros

Stéphanie-Fatou Courcy-Legros est détentrice d'une maîtrise en intervention sociale de l'UQAM et elle est organisatrice communautaire au CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal depuis plus de 14 ans. Elle s'est investie principalement dans des dossiers à ancrage local touchant la petite enfance et la famille, le développement d'une maison de naissance et le logement. Depuis 2014, elle est présidente du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CISSS et CIUSSS (RQIIAC), la communauté de pratique des organisatrices et organisateurs communautaires du Réseau de la santé et des services sociaux au Québec.

Jean-Yves Desgagnés, Ph.D. en service social, est professeur au Département de psychosociologie et travail social de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), campus de Lévis. Pendant près de 25 ans, il a été engagé activement au sein du mouvement de lutte contre la pauvreté au Québec. En 2012, avec d'autres collègues professeur.e.s, il a contribué à la création du Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural visant à coproduire des connaissances au carrefour des pratiques sociales, de la ruralité et de la pauvreté en vue de contribuer au mieux-être des personnes et des collectivités rurales, particulièrement en Chaudière-Appalaches, dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.



Jean-Yves Desgagnés

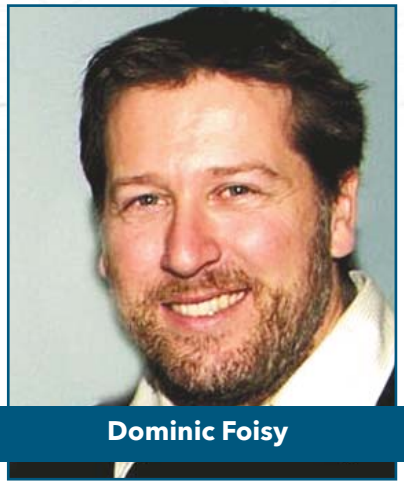
Jacques Demers

Jacques Demers est vice-président de la Fédération Québécoise des municipalités (FQM) où il participe à l'ensemble des comités de l'organisation. Il est aussi membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités et a fait partie du groupe de travail ayant mené au rapport Perreault sur la simplification des redditions de comptes municipales. M. Demers est impliqué dans la politique municipale depuis 2000 alors qu'il a été élu au poste de conseiller de la municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley et maire en novembre 2005, fonction qu'il occupe encore à ce jour et ce, sans interruption de mandat.

Lucie Dumais

Lucie Dumais, Ph.D. en sociologie, est professeure à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal depuis 2004. Elle a co-dirigé le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) avec Christian Jetté de l'Université de Montréal et a mené des études sur les politiques sociales (protection sociale et insertion, santé au travail, handicap) issues de partenariats de recherche avec des organismes communautaires, des établissements publics, des syndicats et des entreprises.

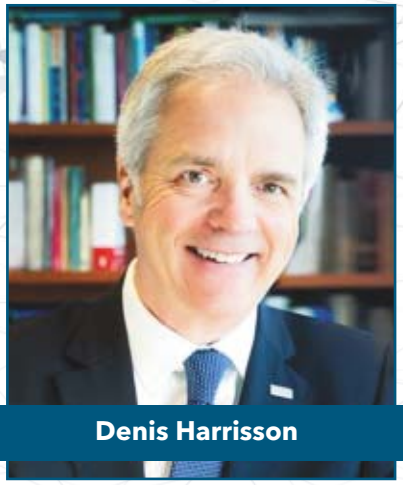
Dominic Foisy, Ph.D. en science politique, est professeur au Département de Travail social à l'UQO. Il mène des recherches sur l'intervention collective en milieu institutionnel et communautaire, sur les questions et les enjeux de participation citoyenne ainsi que sur les approches d'intervention territoriale.



Dominic Foisy

Geneviève Giasson

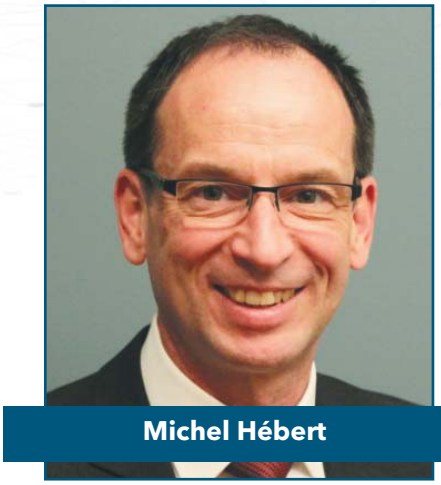
Geneviève Giasson est diplômée en communication, en psychologie et en études urbaines. Elle est spécialiste des questions de développement territorial. Elle est également cofondatrice et coordonnatrice générale de Communagir, une organisation vouée au développement des collectivités et des régions du Québec. Communagir accompagne les initiatives collectives, en forme les acteurs, soutient l'avancement des pratiques et des connaissances et travaille à la construction de conditions propices au développement collectif. Au cours des vingt dernières années, Geneviève a mis son expertise au service du développement et de la gestion d'organisations et de projets collectifs novateurs.



Denis Harrisson

Denis Harrisson, Ph.D. en sociologie, est recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) depuis 2015. Il occupait, depuis le mois d'août 2013, le poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à l'UQO. Il a été professeur titulaire au Département d'organisation et ressources humaines de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) de 2003 à 2013, où il a dirigé le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), un regroupement stratégique regroupant une trentaine de chercheurs dévoués à la recherche sur l'innovation sociale et les transformations sociales. Ses recherches ont porté principalement sur les processus d'innovation dans les organisations. Il est l'auteur de plusieurs articles et volumes. Il avait auparavant été professeur au Département de relations industrielles de l'UQO de 1991 à 2003.

Michel Hébert est gestionnaire dans le réseau de la santé et des services sociaux depuis plusieurs années et actuellement pour le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides. Il a été impliqué dans le milieu communautaire, à l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec et comme professeur invité à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. Il est détenteur d'un baccalauréat en psychologie et d'une maîtrise en service social de l'Université de Montréal. Il détient aussi un diplôme de deuxième cycle en gestion et développement des organisations de l'Université Laval. Son champ d'intérêt est animé par les enjeux du développement durable en matière de développement social et de lutte à la pauvreté pour mieux appréhender les potentiels d'intervention de nos institutions en matière de co-construction.



Michel Hébert

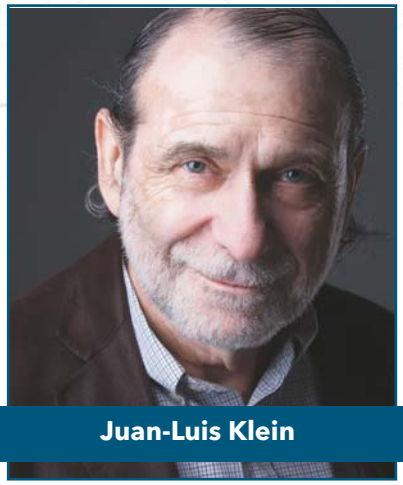
Marcel Jaeger

Marcel Jaeger, Ph.D. en sociologie, est professeur du CNAM, Chaire de Travail social et d'intervention sociale. Il est également directeur du Département Droit, Intervention Sociale, Santé, Travail. Il est membre du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (UMR LISE-CNRS). Il a travaillé plusieurs années en psychiatrie. Avant de prendre ses fonctions au CNAM, il a occupé les postes de formateur et de directeur dans différentes institutions.

Christian Jetté

Christian Jetté, Ph.D. en sociologie, est professeur agrégé à l'ÉSS-UdeM, codirecteur du LAREPPS et chercheur régulier responsable du pôle Université de Montréal au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Il dirige des projets de recherche sur l'intervention collective, la nouvelle gestion publique et le travail social, le rôle des milieux communautaires et associatifs et les politiques publiques.

Juan-Luis Klein, Ph.D. en géographie spécialisé en géographie économique, est professeur titulaire au Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis 1993. Précédemment, il a été professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi de 1981 à 1993 et professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski en 1980-81. Il assume la direction du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) depuis 2009. Ses recherches portent sur l'innovation sociale, la géographie socioéconomique et le développement territorial. Seul ou en collégialité, il est l'auteur de plusieurs livres, articles de revue et chapitres dans des ouvrages collectifs. Il est co-président de l'Organisme de liaison et de transfert « Territoires innovants en économie sociale et solidaire » (TIESS) et est responsable de la collection Géographie contemporaine des Presses de l'Université du Québec.



Juan-Luis Klein

Jean-Yves La Rougery

Jean-Yves La Rougery a occupé différentes fonctions à la Ville de Sherbrooke depuis 2002 dont coordonnateur à la vie communautaire et directeur d'arrondissement. Aujourd'hui, il est directeur du Service des sports, de la culture et de la vie communautaire. Parmi ses réalisations à la Ville, on souligne le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques familiales (2004), d'accueil et intégration des personnes immigrantes (2004) et de développement social et communautaire (2008). Il est membre du comité de pilotage de L'Initiative sherbrookoise en développement des communautés. Co-initiateur de l'entente de collaboration entre le CIUSSS et la Ville de Sherbrooke, il met l'approche en développement des communautés au cœur des interventions.

René Lachapelle

René Lachapelle, Ph.D. en Service social, est stagiaire postdoctoral à la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire – UQO. Il a publié en 2017 *Être passeur. La fonction de liaison en organisation communautaire* aux Presses de l'Université du Québec. Il est vice-président à la planification stratégique à la SADC Pierre-De Saurel et président du Groupe d'économie solidaire du Québec. Il a été organisateur communautaire au CLSC du Havre/CSSS de Pierre-De Saurel de 1985 à 2009 et président du Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en centres de santé et services sociaux (RQIIAC) de 2002 à 2006.

Jacques Laliberté est détenteur d'un baccalauréat en service social (organisation communautaire) et d'une maîtrise en gestion de projet. Il a notamment œuvré dans le milieu des groupes de ressources techniques en habitation avant de joindre le secteur de la coopération internationale pendant une quinzaine d'années. Depuis 2009, il occupe le poste de conseiller en intervention sociocommunautaire au Regroupement des offices d'habitation du Québec (ROHQ). À ce titre, il agit comme personne-ressource auprès des offices d'habitation dans tout ce qui touche le soutien communautaire en logement social et particulièrement, auprès des locataires d'HLM (Habitation à loyer modique). Le développement social et communautaire en milieu HLM, le réseautage des acteurs du soutien communautaire et le partenariat intersectoriel guident ses activités professionnelles.

Jacques Laliberté

Chantal Lalonde

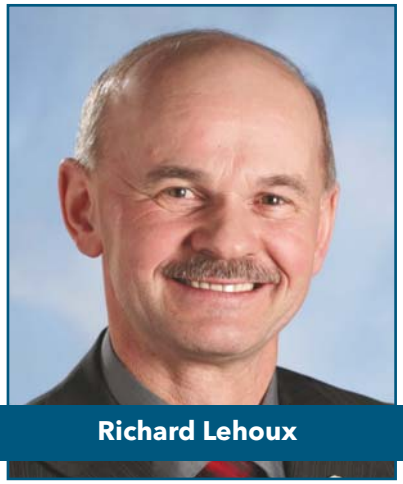
Chantal Lalonde est à la direction de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière depuis 2003 et possède une vaste expérience de travail en concertation dont le but est la réduction des inégalités sociales et de santé de la population lanaudoise. Considérant que les problèmes socioéconomiques sont de plus en plus complexes, elle est convaincue que les interventions doivent se faire en concertation entre plusieurs acteurs venant de différents horizons, incluant la population elle-même. Cofondatrice du RQDS en 2005, elle en est actuellement la vice-présidente.

Jean-Louis Laville

Jean-Louis Laville est professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris (CNAM), où il est titulaire de la Chaire Économie Solidaire. Il est également chercheur au LISE (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, CNRS-CNAM) et à l'Institut Francilien Recherche Innovation Société (IFRIS). Impliqué dans de nombreux réseaux de recherche internationaux, il est le coordonnateur européen du Karl Polanyi Institute of Political Economy, membre fondateur du réseau européen EMES (qui étudie les réalités socioéconomiques telles que l'économie sociale, l'économie solidaire, les organisations coopératives, mutualistes et associatives) et du réseau sud-américain RILESS (Réseau de Chercheurs Latino-américains sur l'Économie Sociale et Solidaire). Il est associé à des laboratoires de recherche étrangers tels que le CRIDIS (Louvain-la-Neuve) et le CRISES (Montréal).

Jean-Baptiste Leclercq est sociologue, chercheur d'établissement au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et professeur associé au département de sociologie de l'Université de Montréal. Il est membre du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS) depuis 2013. Il développe ses projets de recherche en milieu de pratique et s'intéresse à l'État social et aux inégalités sociales.

Jean-Baptiste Leclercq



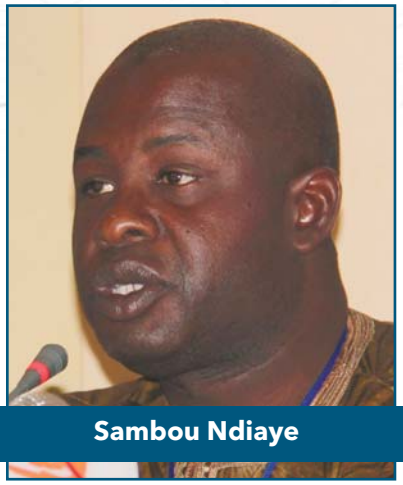
Richard Lehoux

Richard Lehoux, président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), est un ardent défenseur et promoteur des régions. Véritable passionné du milieu municipal, son leadership est solidement établi et reconnu de l'ensemble de la scène politique québécoise. Le maire de Saint-Elzéar et préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce est membre du conseil d'administration de la FQM depuis 2001. Il a été vice-président de 2010 à 2014 et a assuré l'intérim à la présidence durant trois mois en 2012. C'est donc dire que M. Lehoux a joué un rôle de premier plan dans toutes les batailles et tous les gains obtenus par la FQM ces dernières années : phase trois de la Politique nationale de la ruralité, Loi-cadre sur l'occupation et la vitalité des territoires, Commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction, investissements massifs dans les infrastructures, Loi sur les mines, etc.

Donald Massicotte

Donald Massicotte oeuvre dans le réseau de la santé et des services sociaux depuis près de 30 ans. Il a occupé des fonctions de conseiller clinique, de coordonnateur des services et de directeur des programmes-clientèles au CSSS du Haut-St-Maurice pour l'ensemble des missions CLSC, CHSLD et CH. Il a été directeur général du CSSS de la MRC-de-Coaticook pendant 4 ans, juste avant la récente transformation du réseau de la santé et des services sociaux le 1er avril 2015. Depuis 2015, il occupe les fonctions de directeur adjoint au programme de santé publique et des partenariats du CIUSSS de l'Estrie – CHUS et gère une équipe de près de 40 organisateurs communautaires répartis sur l'ensemble du territoire.

Sambou Ndiaye Ph.D. en sociologie, diplômé de l'UQAM, est présentement enseignant-chercheur à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal, où il est coordonnateur du programme de maîtrise professionnelle. Ses recherches portent sur les politiques publiques de développement local, les dynamiques de développement territorial, l'économie populaire, les initiatives innovantes de développement territorial. Il a coordonné le premier concours national sur les pratiques innovantes en développement local organisé par l'État sénégalais. Il coordonne actuellement l'Alliance de recherche université territoires (ARUT), inspirée des Alliances de recherche université-communauté (ARUC), en vue de promouvoir la recherche partenariale et les relations entre les universités et les communautés.



Sambou Ndiaye

André-Anne Parent

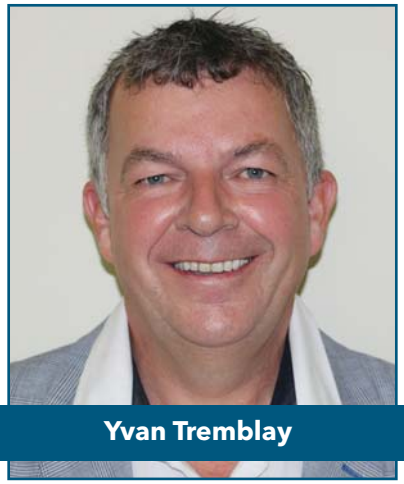
André-Anne Parent, Ph.D. en santé communautaire, est professeure adjointe à l'École de service social de l'Université de Montréal (ÉSS-UdeM), chercheure au Centre de recherche et de partage des savoirs Inter-Actions du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal et membre des équipes de recherche Action collective et développement des communautés territoriales (Nouveau Partenariat CRSH) et Pratiques et métiers du développement territorial intégré (Savoir CRSH).

Blake Poland

Blake Poland, Ph.D. en géographie de la santé, est professeur à l'École de santé publique Dalla Lana de l'Université de Toronto. Il est directeur du Programme d'études en développement communautaire, co-responsable du Centre des villes et des collectivités en santé et co-directeur du Centre collaborateur en promotion de la santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Ses recherches traitent de la résilience communautaire, du changement social, des méthodes qualitatives et dialogiques, des déterminants écologiques de la santé, des mouvements sociaux et du développement communautaire. Il est le chercheur principal de la recherche sur l'émergence du mouvement Villes en transition au Canada.

Sébastien Savard, professeur agrégé à l'École de service social à l'Université d'Ottawa, il est titulaire d'un doctorat en service social de l'Université Laval. Travailleur social de profession, il s'intéresse à la pratique de l'organisation communautaire en travail social et à la gestion des services sociaux. Ses recherches actuelles portent sur le partenariat entre les organismes communautaires et les établissements publics, le développement des communautés fragilisées et sur l'offre active de services sociaux et de santé aux francophones en situation minoritaire en Ontario.

Sébastien Savard



Yvan Tremblay

Yvan Tremblay est chef de service en promotion de la santé globale et développement des communautés au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal. Il possède une vaste et solide expérience de travail, dont 12 ans en santé et services sociaux, 14 ans en milieu communautaire au Québec et 6 ans en travail scolaire au Nouveau-Brunswick. Son expertise touche les domaines de la santé publique, de la participation citoyenne, des environnements favorables, du développement des communautés et de la mobilisation du milieu.

Deena White

Deena White, Ph.D. en sociologie, est professeure titulaire de sociologie à l'Université de Montréal et directrice scientifique du partenariat ARIMA, portant sur l'articulation des réseaux personnels, publics et communautaires dans le domaine socio-sanitaire.

Notes

Notes

Notes